

Questions	Jean Rottner, liste LR, UDI, Nouveau Centre, Parti Radical et Divers Droite (Plus forts ensemble avec Jean Rottner)
Q1 Favorable au nucléaire ?	OUI L'énergie nucléaire fait clairement partie du mix énergétique, surtout en Grand Est. C'est, il faut le rappeler, une source d'énergie décarbonée sur laquelle nous devons et pouvons compter. Le nucléaire nous apporte, par ailleurs, une souveraineté énergétique que beaucoup de pays dans le monde nous envient. Nous avons par ailleurs en France et dans le Grand Est tout particulièrement la maîtrise de l'intégralité de la chaîne de valeur de cette filière. Il est évident que le nucléaire pose des défis, il ne faut pas s'en cacher, mais nous travaillons à trouver des solutions, qui permettent à cette filière de pouvoir continuer à nous assurer une électricité compétitive et indispensable à la réussite de la décarbonation de notre économie.
Q2 Cigéo satisfaisant ?	La question est ambiguë ou selon moi mal posée. En l'état actuel des solutions, et après 20 ans de recherche et développement, le projet CIGEO d'enfouissement des déchets radioactifs correspond à ce qu'il se fait de mieux aujourd'hui. On oublie souvent de dire, mais pour siéger au Comité Haut-Niveau qui suit l'avancement du projet, je le sais, que le stockage de ces déchets sera réversible et qu'un maximum de conditions de sécurité sont apportées, en l'état actuel, à l'enfouissement sur ce site. Cette nuance est importante, car ce n'est pas du tout la même chose à Stocamine par exemple, où même si ce ne sont pas des produits nucléaires, nous avons affaire à des déchets ultimes de l'industrie française, donc hautement chimiques et polluants, et là le stockage a été rendu définitif, car le Gouvernement prévoit simplement de couler le tout dans 50 millions de mètres cube de béton alors que des blocs sont endommagés et qu'il est impossible d'apprécier d'éventuelles pollutions. Peut-être qu'à terme, et avant que les opérations d'enfouissement ne débutent sur le site de Cigéo à Bure, de nouvelles innovations, de nouveaux procédés permettront de traiter ces déchets.

Q3 Favorable à implantation de nouveaux réacteurs dans la Région	OUI
Q4 : Poursuivre la politique actuelle éolien/solaire ?	<p>OUI. Là aussi il me semble important de poser la question différemment : devons-nous poursuivre l'augmentation de la part d'énergies renouvelables dans notre mix énergétique ? : Oui. Devons-nous continuer à soutenir un développement anarchique et clientéliste des EnR ? : Non. C'est d'ailleurs tout le sens de ce que nous avons engagé avec les élus du conseil régional, à travers la stratégie d'accélération du développement des EnR ou encore le schéma régional pour une méthanisation durable. Et surtout, j'insiste, ce développement doit se faire avec les territoires, pour les territoires en associant au maximum leurs habitants.</p>

Q5 : Favorable à de nouvelles centrales éoliennes ?	<p>OUI. J'y suis favorable dans le cadre de schémas stratégiques et concertés de développement des éoliennes, qui précisent notamment les zones autorisées ou interdites pour l'implantation de futurs parcs. Dois-je rappeler que la Région n'a aucun pouvoir de décision en matière de projets éoliens ? C'est l'Etat et l'Etat seul qui octroie les autorisations. Certaines situations ne sont pas idéales.</p> <p>Je pense aussi qu'il faut favoriser le développement d'éoliennes dont l'énergie produite a vocation à être consommée sur place, pour que le bénéfice de cette énergie renouvelable reste pour les territoires. Ensuite, il faut que ces projets remportent l'acceptabilité la plus haute possible des territoires et des habitants. Ces projets ne peuvent se faire sans une association très étroite des élus locaux et des citoyens, correspondre à leurs besoins, être à taille humaine.</p> <p>Il faut enfin travailler à l'amélioration du bilan carbone de la vie d'une éolienne, notamment en développant des solutions de recyclage des mâts et des pâles, soit en développant un marché de seconde main, soit en développant des solutions de recyclage des matériaux, véritable défi pour les pâles en composite.</p> <p>Je souhaite mettre en place une charte de l'éolien durable en Grand Est qui serait le fruit d'un travail de l'ensemble des acteurs et des parties prenantes de l'éolien dans notre région afin que des engagements forts soient pris sur ces principaux axes.</p>
Q6 : Favorable à la proposition EDF de 6 nouveaux EPR ?	OUI Et je serai même favorable, en lien avec la question 3 à en accueillir un dans notre Région.

Q7 : Prolongation des réacteurs à 60 ans au moins si accord ASN ?	<p>OUI Il faut évidemment que toutes les mesures soient prises pour garantir la sécurité des installations, mais il est évident qu'un site comme celui de Fessenheim, avec les importants investissements réalisés, aurait pu fonctionner encore une voire deux décennies. Et surtout, il est primordial que ce type de décision fasse l'objet d'une stratégie de long terme, car à chaque fermeture de centrale nucléaire, ce sont des territoires qui voient leur modèle économique complètement bouleversé, des milliers de salariés et leur famille qui doivent se reconvertis également. Il faut aussi pouvoir anticiper les énergies renouvelables qui viendront en remplacement de la production d'une centrale nucléaire. Si au bout du bout, nous nous retrouvons à devoir importer de l'énergie issue du nucléaire, quelle cohérence cela aurait-il ? L'expérience de Fessenheim nous montre que la pire situation est celle de l'indécision et de l'impréparation. Ce sont aujourd'hui les collectivités locales qui, avec les représentants de l'Etat en Région, mouillent le maillot, travaillent pour rattraper les écueils des gouvernements de François Hollande et Emmanuel Macron.</p>
Q8 : La France doit-elle demander une réforme des règles de marché CE ?	<p>NON Nous l'avons connu dans beaucoup de domaines : la position dominante entraîne inexorablement une situation d'abus de position dominante. Il ne faut donc pas revenir sur ce principe fondamental, presque congénital à la construction européenne. Cependant, il nous faut améliorer le protectionnisme du marché intérieur vis-à-vis des pays tiers, car nos industriels européens doivent pouvoir jouer avec des règles équivalentes. Je pense notamment au respect du principe déjà en vigueur de réciprocité, c'est-à-dire qu'un acteur industriel d'un pays tiers peut candidater aux marchés publics des états membres si et seulement si son pays à ouvert à la concurrence aux industriels européens son marché. On doit aussi aller plus loin sur l'harmonisation des règles fiscales entre les Etats membres et au niveau international et la prise en compte d'un indicateur carbone dans l'ensemble des marchés publics.</p>

Q9 : Arrêt d'Astrid ? Faut-il relancer la recherche ?

OUI J'ai tendance à dire qu'il ne faut pas avoir de regret. Je réponds donc oui car encore une fois, la France aurait pu être leader, comme quand nous avons fait le choix du Minitel plutôt que de l'internet. Il faut en tout cas continuer à soutenir la recherche, et plus largement l'enseignement supérieur et l'innovation, car il est essentiel de continuer à former les talents qui seront les responsables de la filière demain, les chercheurs qui vont continuer à améliorer les procédés et trouver la solution pour que la fusion nucléaire passe du rêve à la réalité, et enfin l'innovation car il s'agit de traduire des résultats de recherche en actifs économiques et industriels, qui nécessiteront des investissements colossaux. C'est par la recherche que nous réussirons à transformer les externalités négatives du nucléaire en externalités positives, en opportunités de développement à la fois économique et social de nos territoires.